

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	EXPERT RESSOURCES HUMAINES
Pays & base d'affectation	MALI – BAMAKO
Rattachement hiérarchique	COORDINATEUR/TRICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Création / Remplacement	Création
Durée de la mission	3 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

La crise politique du Nord Mali de 2012 a affecté le pays de façon générale, et les régions du Nord en sont les plus touchées dont Gao, Tombouctou et Kidal. Cette crise a conduit à une catastrophe humanitaire, causant à des mouvements de populations vers les pays limitrophes, des pertes matérielles et économiques. En effet plus de 120 298 personnes sont déplacées à l'intérieur du Mali (OCHA, décembre 2018), et plus de 136 000 personnes sont réfugiées dans les pays limitrophes (OCHA, décembre 2018). De plus la crise a déstabilisé le système administratif dans ces zones et conduit à une détérioration des services publics (éducation, santé, etc). De la perturbation des collectivités et des échanges commerciaux résulte un appauvrissement des populations, particulièrement les femmes et les enfants, des populations déjà vulnérables du fait de leur accès limité aux biens et services.

Aujourd'hui malgré la signature d'un accord, l'insécurité dans le nord demeure une préoccupation pour la stabilisation des zones affectées. Toutefois il y a lieu de noter une avancée dans le rapatriement des réfugiés et le retour des déplacés, dans leurs zones respectives. En effet selon les données d'OCHA en décembre 2018, 526 505 personnes sont retournés dans leurs régions d'origine.

Dans le secteur de la santé et de la nutrition, le défi demeure grand, du fait du délabrement des infrastructures sanitaires dans la zone du projet (manque de ressources humaines, financières et matérielles), et de l'incapacité de l'Etat et des collectivités à pouvoir assurer le relèvement du système, ne disposant pas de ressources pouvant leur assurer une réappropriation du système de santé communautaire.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Sahel et mission « 3Frontières »

PUI est présent sur l'ensemble des crises qui touchent le Sahel : crise du lac Tchad avec des missions au nord-est du Nigeria et au nord-Cameroun, conséquences de la guerre au Darfour avec une mission à l'est du Tchad, et plus récemment crise migratoire avec une mission en Libye depuis 2017. Avec des missions en cours au Mali, au Niger et en préparation au Burkina Faso, PUI apporte une réponse d'urgences aux populations touchées par la crise malienne. PUI entend apporter une aide à l'échelle régionale sur les conséquences humanitaires de la crise malienne en développant une réponse intégrant les missions maliennes, nigériennes et burkinabaise au sein d'une seule et même stratégie : la mission « 3Frontières ».

Présent au Mali depuis 2013, PUI intervient également depuis octobre 2018 dans la région du Tillabéry au Niger, mettant en place programme de prise en charge nutritionnelle et sanitaire d'urgence. Ces mission en lien avec la crise malienne sont coordonnées par le bureau de Bamako, avec une équipe basée à Niamey, dans le cadre de l'approche « 3Frontières ». Enfin, la mission exploratoire de janvier 2019 au Burkina Faso ayant confirmé l'ampleur des besoins et la pertinence d'une intervention dans la région Est, une mission dans les districts sanitaire de Gourma et Kompienga est actuellement en préparation.

Présence au Mali

Avant la fusion de PU et d'AMI en 2011, AMI était présent à Kidal, entre 1991 et 2001, entre autres pour des actions de formation du personnel de santé, et est toujours présent dans la région. Suite à la crise politique du Mali de 2012, PUI a effectué une mission exploratoire en janvier 2013. Une base a été ouverte au cercle d'Ansongo en mars 2014 puis dans la région de Kidal en août 2015, et des projets d'amélioration de l'accès à des soins de qualités sont actuellement en cours dans ces deux zones. Cela fait donc plus de 5 ans que PUI est une ONG connue dans cette région et qui a accès à des zones reculées à travers une acceptation des autorités sanitaires et administratives et de la population. La stratégie de PUI au Mali pour la période 2019-2020 s'articule autour de 2 axes : 1) répondre aux besoins de soins de santé en utilisant une approche intégrée ; 2) développer une approche régionale dans la zone des 3 frontières.

Bankass

Alarmé par la dégradation de la situation dans la région du Centre Mali, autour de la ville de Mopti, PUI a réalisé en décembre 2018 une évaluation en santé-nutrition dans le cercle de Bankass qui a démontré une réelle pertinence d'intervention rapide pour un partenaire dans cette zone. Deux propositions de projets pour le rétablissement d'un accès aux soins de santé primaires dans le cercle de Bankass ont ainsi été déposées auprès du CDCS et d'OFDA et sont en cours d'instruction. Ces projets ont pour objectif de soutenir les centres de santé communautaires dans le rétablissement de soins de qualités à gratuité ciblée, et le renforcement de la couverture sanitaire par le déploiement de cliniques mobiles.

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2019	2.6 Millions D'EUR
BASES	Bamako, Ansongo, Kidal ; Bankass,
NOMBRE D'EXPATRIES	9
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	75 environ
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	3 projets
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Union Européenne – DG ECHO, CDCS
SECTEURS D'ACTIVITES	Santé - nutrition
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	1 Cheffe de Mission, 1 Coordinateur Administratif et Financier, 1 Coordinateur Logistique, 1 Coordinateur Santé, 1 Coordinateur Terrain à Ansongo, 1 Coordinateur Terrain à Kidal, 1 Coordinateur de zone à Niamey, 1 RTS à Niamey, 1 log admin à Niamey, 1 Coordinateur Terrain à Bankass

Description du poste

Objectif global

Sous la supervision du CAF, l'expert RH est en charge du développement de la politique des Ressources Humaines selon les besoins de la mission et en conformité avec la législation nationale. Il/Elle assure un support au CAF dans la gestion des ressources humaines nationales de la mission.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Politique RH** : Il/Elle est responsable de l'amélioration et de la mise à jour de la politique RH de PUI sur la mission dans le respect du cadre légal du pays d'intervention en la matière.
- ▶ **Renforcement des capacités** : Il/Elle propose des stratégies de renforcement des capacités et fidélisation du personnel national.
- ▶ **Gestion administrative et parcours** : Il/Elle s'assure de la bonne gestion administrative des équipes nationales dans sa globalité (recrutement, embauche, rémunération, suivi, évaluation, formation, licenciement...).
- ▶ **Organisation du travail** : Il/Elle émet des recommandations et participe à la rationalisation et à l'optimisation des ressources humaines de la mission.
- ▶ **Analyse des risques** : Il/Elle analyse les risques relatifs aux questions RH et alerte / émet des recommandations le cas échéant.
- ▶ **Gestion administrative et juridique** : Il/Elle est responsable du suivi des dossiers administratifs et garantit que le statut et le fonctionnement de la mission soient en conformité juridique avec les exigences du pays d'intervention.
- ▶ **Gestion administrative du personnel expatrié** : Il/Elle appuie le CdM dans la gestion RH et administrative du personnel expatrié de la mission.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. PARTICIPER À LA REDEFINITION ET L'AMELIORATION DE LA POLITIQUE RH DE LA MISSION

- ▶ Il/Elle élabore et propose d'éventuelles mises à jour de la politique RH en termes de règles, procédures et outils relatifs au recrutement, à la rémunération, à la gestion administrative, aux aspects disciplinaires et à la gestion des parcours individuels au sein de l'organisation. Il/Elle travaille en collaboration avec le/la Coordinateur/trice Administratif/tive et Financier/e (CAF) pour une bonne prise en compte des contraintes budgétaires.
- ▶ En particulier, il/elle participe à la mise à jour du règlement d'ordre intérieur.
- ▶ Il/Elle propose des notes de service pour réglementer certains aspects non définis ou non détaillés dans le règlement intérieur en harmonie avec les lois juridiques du pays afin de faciliter la gestion RH.

2. PARTICIPER A LA BONNE ORGANISATION DU TRAVAIL SUR LA MISSION

- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration des organigrammes, est attentif/ve à la cohérence de la composition des équipes, en terme de répartition des tâches et responsabilités, définition des liens hiérarchiques et fonctionnels, intitulés de fonctions...
- ▶ Il/Elle revoit la grille de classification des postes et veille à son application stricte sur les bases.
- ▶ Il/Elle organise la révision de la grille de salaire et avantages annexes pour la mission Mali.
- ▶ Il/Elle revoit les grilles de fonction Mali et les fiche de poste standard pour ces deux missions.

3. ANALYSER ET PREVENIR LES RISQUES RELATIFS AUX RESSOURCES HUMAINES NATIONALES

- ▶ Il/Elle s'assure de la conformité des règles et procédures de gestion RH avec la législation du travail en vigueur
- ▶ Il/Elle sollicite les conseils de l'avocat de PUI avec qui il/elle organise des réunions régulières
- ▶ Il/Elle est responsable de la définition de conditions de travail appropriées, notamment en ce qui concerne les règles relatives à la sécurité et à l'hygiène.
- ▶ Il/Elle veille à anticiper et prévenir les conflits sociaux, et participe à la gestion de crise le cas échéant.
- ▶ Il/Elle s'assure que la représentation du personnel est conforme à la loi.
- ▶ Il/Elle assure le déploiement des politiques de gestion des risques (PSEA, protection de l'enfance, mécanismes d'alerte contre les abus...).

4. ASSURER LA GESTION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE DE LA MISSION

- ▶ Il/Elle s'assure de la mise à jour de l'enregistrement de PUI dans le pays et auprès des différents services de l'Etat (Directions des Impôts, Direction des Migrations, Société d'Assurance Nationale, Ministère du Plan...), du respect des procédures administratives, des obligations fiscales et légales en vigueur avec le/la CdM.
- ▶ Il/Elle organise la protection juridique de la mission, notamment en identifiant un ou plusieurs partenaires locaux en mesure d'apporter les conseils nécessaires (avocat, par exemple).
- ▶ Il/Elle participe à la rédaction des documents contractuels de la mission (contrat de travail, avenants, etc).
- ▶ En externe, il/elle peut être amené à représenter PUI auprès des autorités juridiques, fiscales et administratives (Inspection du Travail, Direction des impôts, organismes collecteurs...). Il/Elle développe et entretient également les relations avec les entités partenaires, notamment dans le cadre de forum de coordination ONG en ce qui concerne l'administration et les ressources humaines.

5. RENFORCER LES CAPACITES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

- ▶ Il/Elle assure la formation continue aux procédures et outils de PUI des membres nationaux et internationaux sur tous les aspects RH, en capitale et sur les bases.
- ▶ Il/Elle appuie le/s Coordinateurs Terrain des Base dans la conduite de leurs activités.
- ▶ Il/Elle élabore le plan d'action RH en fonction des objectifs de la mission et assure le suivi de ce plan d'action pendant la durée de son contrat.
- ▶ Il/Elle définit un plan de formation adapté à la mission en vue de renforcer les capacités professionnelles des équipes.

Zoom sur 3 activités prioritaires relatives au contexte de la mission

- ▶ Révision de la grille de salaire ;
- ▶ Révision de la grille de fonction et standardisation des fiches de poste essentielles ;
- ▶ Mise en place d'un mécanisme de pesée des postes ;
- ▶ Mise en place/update du manuel RH rassemblant les politiques RH nationales de la mission (priorisation de la politique disciplinaire et de la politique de recrutement) ;
- ▶ Finalisation de la révision du règlement d'ordre intérieur ;
- ▶ Identification d'un avocat ;
- ▶ Révision du format des contrats de travail et avenants avec l'avocat.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct : 0
- ▶ Encadrement fonctionnel: 0

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	3ème cycle Management / Gestion Administrative Ressources Humaines	
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Humanitaire ▶ Internationale ▶ Technique 	Minimum 2 ans d'expérience en gestion des RH dont 1 an comme coordinateur RH	
CONNAISSANCES & APTITUDES	Gestion d'équipe Droit du travail Recrutement Paie	Formation Gestion administrative
LANGUES <ul style="list-style-type: none"> ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser) 	X	X
INFORMATIQUE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Pack Office ▶ Autre (préciser) 	X	

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Capacité d'analyse
- ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens de la responsabilité
- ▶ Capacité à travailler avec différents partenaires avec ouverture d'esprit et une communication adaptée
- ▶ Organisation, rigueur et respect des échéances
- ▶ Calme / Sérénité
- ▶ Diplomatie
- ▶ Empathie
- ▶ Esprit d'équipe
- ▶ Résistance à la pression et au stress
- ▶ Honnêteté
- ▶ Confidentialité

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée.

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 980 à 2 310 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collectivité
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

